

**Faits marquants :**

- **Province Orientale :** Le CPIA recommande aux humanitaires d'appliquer les principes de *Do No Harm* avant toute assistance à Gangala na Bodio ainsi qu'à Bangadi dans le Haut-Uele et Geti en Ituri.
- **Province du Nord Kivu :** Recrudescence de la criminalité dans les territoires de Beni et Lubero.
- **Province du Sud Kivu :** Augmentation des cas de choléra dans la zone de santé de Bunyakiri, en territoire de Kalehe.
- Le fonctionnement des structures médicales de plus en plus difficile suite à la pression des militaires de se faire soigner gratuitement, dans les zones de déploiement des FARDC.

**PROVINCE DE L'EQUATEUR**

**Mouvement des populations**

**Territoire de Mobayi Mbongo**

- A la suite de la première mission inter agences effectuée du 4 au 6 octobre 2009 à Mobayi Mbongo dans la province de l'Equateur, qui avait confirmé la présence de 475 déplacés centrafricains dans cette localité à cause d'un problème interethnique, une deuxième mission s'y est rendue du 22 au 23 octobre 2009. Cette mission a apporté une assistance en vivres et en bien non alimentaire aux déplacés et a fait des recommandations pour une résolution durable des problèmes. Toutes ces personnes déplacées vivent actuellement dans des familles d'accueil.

**PROVINCE DE BANDUNDU**

**Enquête Nutritionnelle**

**Territoire de Bulungu**

- Une enquête menée par ACF-USA dans le cadre du projet PUNC (Pool d'Urgence Nutritionnel au Congo) a révélé des taux de prévalence très inquiétants à Djuma (territoire de Bulungu, District sanitaire de Kwilu) dans la province de Bandundu : 19,8% de MAG (Malnutrition Aigue Globale) et 4,1% de MAS (Malnutrition Aigue sévère). ACF USA est entrain de déployer une équipe PUNC/Pool d'urgence nutritionnelle pour une période de 3 mois avec l'appui d'UNICEF. ACF invite toute la communauté Humanitaire à accorder une attention particulière à cette crise nutritionnelle dans le Bandundu.

**PROVINCE ORIENTALE**

**Mouvement des populations**

- Le programme RRM se rendra vers la fin de cette semaine à Gety et en périphérie afin de procéder au recensement des nouvelles familles déplacées en vue de la distribution d'une assistance humanitaire une fois que la sécurité sera assurée par la PNC et les FARDC. Selon les autorités locales, l'effectif des populations déplacées serait de 19 818 personnes soit 3 933 familles réparties dans 23 villages à proximité de Geti.
- Un total de 800 ménages déplacés du territoire de Dungu, se trouvant actuellement dans la localité de Kpaika, à 65 Kms de Dungu-Centre, a reçu le 25 octobre une aide humanitaire d'urgence de la part de la Caritas Dungu-Doruma, appuyée par une équipe de Caritas Congo.
- Selon le médecin chef de zone de Ango (District du Bas-Uele), un comité local d'enregistrement des déplacés, composé des volontaires de la Croix-Rouge de la RDC et d'une équipe de la Caritas, a identifié 12.123 déplacés dans la cité de Ango. Ces personnes sont composées de 5210 femmes, 6258 hommes, 313 enfants de moins de 5 ans, 219 femmes enceintes, 78 personnes âgées et 45 enfants non accompagnés. Selon la même source, ces déplacés proviennent de Digba, Gwane et Asa et se trouvent tous en familles d'accueil. La même source mentionne que certains déplacés de Dingila commencent à retourner à Ango.

**Besoins et réponses humanitaires**

- Intervention humanitaire à Gangala na Bodio (Haut-Uele) : Les membres du CPIA de l'Ituri ont donné leur accord de principe sur la fourniture d'une assistance humanitaire au profit d'environ 1 700 déplacés. Cependant, avant toute distribution, il a été recommandé aux acteurs humanitaires du Haut-Uele de se conformer aux quatre règles de l'application du principe du « Do No Harm », notamment la 3<sup>ème</sup> qui prévoit que l'assistance ne pourra être donnée qu'une fois qu'on aura obtenu l'assurance que les militaires auront préalablement reçu leurs salaires et rations.
- Les membres du CPIA de l'Ituri ont également donné leur accord pour qu'une mission inter agences de dix jours soit faite à Bangadi, dans le territoire de Dungu dans le Haut-Uele sous escorte de la MONUC afin de mettre sur place une équipe conjointe de protection et de voir les modalités pour réduire les risques liés à une distribution de l'assistance humanitaire.

**Protection**

- La protection des populations civiles est toujours une préoccupation dans le district du Bas-Uele : 13 personnes ont été enlevées par les LRA le 13 octobre dans le territoire d'Ango et des meurtres ainsi que des pillages des champs par des membres présumés des FARDC sont rapportés dans le territoire de Dungu. Il est aussi fait état d'enlèvement à Nyakunde, en Ituri.

**Accès humanitaire**

- L'ONGI Handicap International Atlas Logistique vient de s'installer à Mambasa (District de l'Ituri), pour exécuter un projet de réhabilitation d'urgence de l'axe Mambasa-Dungu via Mungbere et Gao.
- Le PAM est en train de réenregistrer les déplacés de Dingila (ter. de Bambesa dans le Bas-Uele) afin de procéder dans les jours à venir à un largage aérien de vivres, compte tenu de l'impossibilité d'acheminer les vivres par route.

**Besoins non couverts**

**Santé**

- L'OMS attend toujours les résultats des échantillons prélevés suite à la suspicion d'un cas de fièvre virale hémorragique dans la zone de santé (ZS) de Yakusu. En effet, dans la 41<sup>ème</sup> semaine épidémiologique, une femme de 27 ans résidente dans la ZS de Lubunga, a développé une maladie lors de son séjour dans la partie rurale de la même aire sanitaire mais proche de l'HGR de Yakusu. La malade a été acheminée à l'HGR de Yakusu où elle est décédée. L'échantillon prélevé a été envoyé à l'Institut national de recherches bio-médicales (INRB) à Kinshasa pour fins d'analyse appropriée. Présentement, OMS assure que la surveillance de l'entourage continue et qu'aucun sujet qui était en contact avec la défunte n'a manifesté de symptômes proches de la fièvre virale hémorragique.

**PROVINCE DU NORD-KIVU**

**Mouvement de populations**

- Les déplacés de Kirilirwe signalent que les autorités du congrès national pour la défense du peuple (CNDP) force leur retour vers leurs localités d'origine. Environ 320 ménages sont retournés à Nyamitaba contre leur volonté.

**Protection des civils**

**Territoire de Lubero**

- Le 25 octobre 2009, les militaires des FARDC se sont soulevés contre le non paiement de leur solde à Kasugho, à l'ouest de Lubero. Des coups de balles suivis de pillages des maisons et boutiques de la population ont été enregistrés. La majorité de la population de Kasugho a passé la nuit du 25 au 26 octobre dans la brousse. Un mouvement timide de retour a été observé le lendemain matin.
- L'ONG MERLIN rapporte que des présumés FDLR ont pillé le centre de santé de Ndoluma, sur la route principale du Sud Lubero, la nuit du 20 au 21 octobre. Ils ont emporté les médicaments, les matériels médicaux et enlevé l'infirmier traitant vers une destination inconnue.

**Territoire de Walikale**

- Suite aux représailles des FDLR dans la zone de Pinga, la population n'a plus accès à leurs champs. Les déplacés de Kalembe présents à Malemo ont été agressés par les FDLR lorsqu'ils se rendaient au champs. Malemo est un village déserté entre Kalembe et Pinga. Le bilan a fait état de 5 personnes tuées et deux autres grièvement blessées.
- Dans la nuit du 22 octobre, un groupe de neuf éléments FDLR venus de la région de Ntoto a pillé et tué une personne dans le village de Ruvungi, 28 km de Walikale sur l'axe Masisi, à 3 km de Mutakato. La même nuit, le pillage s'est poursuivi dans les villages voisins de Shabunda et de Katanga.

**Besoins et réponses humanitaires**

- Dans le territoire de Masisi, l'ONG International Rescue Committee (IRC) a distribué des trousseaux de biens non alimentaires à 2 500 ménages de retournés à Mokoto, Butare, Cyabimbu, Bihira et Nganga.
- Dans le territoire de Walikale, Solidarités RRM procède, via les foires, à la distribution de biens non alimentaires aux personnes qui ont été déplacés récemment, à savoir de juillet à octobre. Ainsi, 2 260 familles reparties sur la route de Nyasi et celle de Mubi viennent de recevoir une aide.
- Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a procédé à la remise officielle d'une ambulance à l'Inspection provinciale de la santé pour assurer la référence des urgences obstétricales dans la partie rurale de la zone de santé de Karisimbi dans le territoire de Nyiragongo, zone de retour des déplacés.
- Solidarités, mécanisme de réponse rapide (RRM) organise une foire des trousseaux de biens non alimentaires en faveur de 2 260 familles de récents déplacés de juillet à octobre localisées sur les axes de Nyasi et de Mubi.

**Besoins non couverts**

- Dans le territoire de Masisi, la zone de santé de Mweso signale le manque de partenaires en eau, hygiène et assainissement dans les aires de santé de Kitchanga, Kashuga et Kalembe. Une recrudescence de cas de choléra est signalée suite à l'insuffisance d'eau potable sur ces aires de santé qui ne cessent d'accueillir les populations déplacées en provenance des zones des opérations militaires.
- The Lutheran World Federation (LWF) rapporte le manque d'une unité nutritionnelle thérapeutique (UNT) à Kamango. En effet, les cas de malnutrition identifiés à Kamango doivent parcourir plus de 70 Km pour rejoindre l'UNT de la localité d'Oicha, au nord de Beni.

**PROVINCE DU SUD-KIVU**

**Mouvement de populations**

- Des mouvements des populations sont signalés dans les hauts plateaux d'Uvira. Les populations déplacées dont le nombre n'est pas encore connu, vivent dans des conditions difficiles suite à la restriction de l'accès humanitaire dans cette zone.

### **Retour des déplacés**

- Les déplacés se trouvant dans la zone de Minova, en territoire de Kalehe, manifestent des intentions de retour dans leurs zones d'origine. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), environ 900 ménages se sont déjà déclarés prêts pour le retour volontaire dans les villages d'origine. Les acteurs humanitaires de Minova entrevoient d'organiser des missions aller-retour dans les zones de retour des déplacés, au courant de cette semaine. Le but des visites est d'évaluer les besoins humanitaires ainsi que la possibilité d'y organiser de l'assistance, en tenant compte de vulnérabilité.

### **Rapatriement**

- Le Centre de transit du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) de Bukavu a hébergé 125 civils rwandais parmi lesquels 86 candidats au rapatriement volontaire. La majorité des candidats proviennent des Postes de Rassemblement de Sange et de Cibanda, en territoire d'Uvira. Ceci ramène à 4 898 le nombre de civils rwandais rapatriés dans leur pays d'origine depuis le début de l'année 2009.

### **Protection des civils**

- Selon le Haut commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, UNHCR, les populations civiles de Lubarika et Ndolera, dans la plaine de la Ruzizi, sont obligées de transporter des fardeaux et butins des groupes armés. Par ailleurs, des éléments de la 33<sup>ème</sup> Brigade FARDC basés dans la zone continueraient d'exercer des exactions contre les civils. Ca fait plusieurs semaines que les exactions de la part de ces éléments de l'armée régulière sont décriées dans le territoire d'Uvira et celui de Fizi.
- Des pillages et des enlèvements par des membres présumés des FDLR sont signalés dans le territoire de Kalehe. Il y est également fait mention du vol de bétail et d'autres biens appartenant à la population. Dans la zone de Bunyakiri, des femmes ont été enlevées par des membres présumés des FDLR.
- Des populations déplacées arrivent dans le territoire de Walungu en provenance du territoire de Shabunda, fuyant des affrontements entre les FARDC et les FDLR.

### **Besoins et réponses humanitaires**

#### **Santé**

- Une campagne de vaccination contre la poliomyélite se tient dans les 34 zones de santé du Sud-Kivu du 26 au 28 octobre 2009. C'est une campagne synchronisée avec le Burundi voisin. Elle fait suite à la découverte récente de deux cas de paralysie flasque avec confirmation de poliovirus sauvage dans la province de Cibitoke, au Burundi.

#### **Nutrition**

- La CARITAS Diocésaine d'Uvira vient de débiter un projet Nutrition/Sécurité alimentaire avec l'appui de Secours Catholique France dans la zone de santé de Nundu et de Fizi pour une période de 12 mois sur base d'une approche de prise en charge communautaire de la malnutrition.

### **Besoins non couverts**

#### **Santé**

- Des cas de choléra augmentent dans la zone de santé de Bunyakiri, en territoire de Kalehe depuis la 34<sup>ème</sup> semaine épidémiologique à ce jour. La situation épidémiologique dans cette zone de santé reste toujours préoccupante pour le choléra avec 106 cas pour la semaine 42 avec 1 décès. A cet effet, les structures de santé se trouvant sur l'axe Luntukulu – Kigulube, zone de santé de Mulungu, territoire de Shabunda, éprouvent des difficultés de fonctionnement suite à la pression des militaires FARDC. Ces derniers, en grand nombre dans la zone, se font soigner gratuitement dans les structures médicales de la zone. Cette situation favorise la rupture de stocks des médicaments et difficulté de leur renouvellement ; les déplacés et autres populations vulnérables sont ainsi pénalisés pour accéder aux soins.
- L'ONG IMC se désengage de 10 centres de santé de la Zone de Santé des hauts Plateaux d'Uvira et n'envisage pas y poursuivre ses activités suite à l'indisponibilité des fonds et aux difficultés d'accessibilité n'ayant pas permis aux différents bailleurs d'accéder à la zone pour des évaluations. L'on craint que ce désengagement précoce ne replonge cette zone de santé dans une crise humanitaire. La même organisation éprouve actuellement des difficultés pour acheminer des kits et intrants médicaux dans la zone de santé de Kabambare/Maniema suite aux opérations Kimia II qui se poursuivent dans la partie Fizi-Lulimba-Kilembwe en territoire de Fizi.

## **PROVINCE DU KATANGA**

### **Mouvement des populations**

- Les rapatriements volontaires des congolais en provenance de la Zambie continuent. Le 20 octobre dernier, le 35ème convoi a été accueilli à Lubumbashi. A ce jour, un total de 13 902 congolais a été rapatrié de la Zambie.
- Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) et l'ONG ASADHO collaborent avec les membres du Tribunal de grande instance de Kamina et Kalemie pour siéger en chambre foraine sur les cas des violences sexuelles. Plus de 20 cas impliquant des violences sexuelles ont été statués et les membres du Tribunal de grande instance de Kalemie ont condamné dix des quatorze auteurs à des peines d'emprisonnement et au paiement de dommages et intérêts aux victimes.